

 Contenu archivé le 2023-03-02

La Commission appelle à «une nouvelle révolution industrielle»

Lutter contre le changement climatique et renforcer la sécurité énergétique et la compétitivité de l'UE, tels sont les objectifs d'un ensemble de mesures en matière de politique énergétique présentées le 10 janvier par la Commission européenne, sous la bannière «une nouvelle p...



Lutter contre le changement climatique et renforcer la sécurité énergétique et la compétitivité de l'UE, tels sont les objectifs d'un ensemble de mesures en matière de politique énergétique présentées le 10 janvier par la Commission européenne, sous la bannière «une nouvelle politique énergétique pour l'Europe».

«L'Union européenne passe à la vitesse supérieure, aujourd'hui. La politique énergétique était un domaine capital au début du projet européen. Nous devons à présent la replacer à l'avant de la scène», a déclaré José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

«Si nous prenons les bonnes décisions maintenant, l'Europe peut conduire le monde vers une nouvelle révolution industrielle: le développement d'une économie produisant peu de carbone», a ajouté Andris Piebalgs, commissaire européen en charge de la politique énergétique. «Notre ambition de créer un marché intérieur efficace, de promouvoir un panache d'énergies propres et performantes, et d'opérer les bons choix en recherche et développement, sera déterminante pour savoir si nous prendrons la tête de ce nouveau scénario ou si nous nous contenterons de suivre.»

En ce qui concerne le changement climatique, la Commission propose que l'UE s'engage à réduire d'au moins 20 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, par le biais d'une amélioration de l'efficacité énergétique, d'un développement

de l'utilisation des énergies renouvelables, d'une promotion de l'utilisation des biocarburants et d'une adoption accrue des techniques de combustion propre des combustibles fossiles.

La réalisation de ces objectifs exigera d'énormes investissements dans la recherche et développement. La Commission indique que le budget consacré à la recherche énergétique a été revu sensiblement à la hausse au titre du 7e PC, et propose une augmentation supplémentaire de ces fonds après 2013.

Au cours des prochains mois, la Commission européenne préparera un plan stratégique européen pour les technologies énergétiques, dont l'objectif sera d'accélérer l'innovation dans le domaine des technologies énergétiques et d'inciter l'industrie européenne à transformer les menaces du changement climatique et de la sécurité de l'approvisionnement en opportunités favorisant le développement de sa compétitivité.

La Commission envisage d'élaborer le plan en consultation avec les parties prenantes, telles que les plates-formes technologiques européennes pertinentes et les groupes consultatifs pour le 7e PC. Elle organisera également une consultation publique et espère présenter la version finale du plan aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE lors du Conseil de printemps de 2008.

La Commission européenne souligne également l'importance de la coopération internationale dans la recherche. «L'UE doit renforcer considérablement sa coopération avec les pays tiers dans les domaines de la recherche et du développement technologique. Cela pourrait notamment se traduire par la mise en place de projets de démonstration technologique à grande échelle dans les pays en développement les plus avancés, en particulier dans le domaine de la capture et du stockage géologique du carbone.» La recherche sur les impacts régionaux et locaux du changement climatique et le développement de stratégies appropriées d'adaptation et d'atténuation requièrent également l'adoption de mesures.

Les propositions ambitieuses de la Commission ont suscité des réactions mitigées de la part des parties prenantes. Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a déclaré que les mesures «représentent un premier pas significatif vers le développement d'une approche intégrée efficace des défis énergétiques auxquels sont confrontés les États membres [de l'UE] et concordent avec les conclusions principales d'une analyse réalisée récemment par l'AIE».

Le secteur de l'énergie renouvelable a pour sa part indiqué que la Commission «est en train de mettre en danger le développement de l'énergie renouvelable» en Europe. «Au lieu de renforcer les secteurs qui affichent déjà de bons résultats tels que l'électricité renouvelable et les biocarburants, la Commission les met en péril en présentant des mesures vagues et ambiguës», a commenté Oliver Schäfer, directeur

politique du Conseil européen des énergies renouvelables (EREC).

Les groupes écologiques se sont également montrés critiques à l'égard des propositions, le WWF les qualifiant d'«inappropriées» et appelant l'Allemagne, en tant que présidente du Conseil de l'UE, à renforcer les propositions lorsqu'elles seront présentées aux chefs d'État ou de gouvernement lors de la réunion du Conseil en mars.

Enfin, la Commission espère que ses actions serviront d'exemple pour le reste du monde développé. «Il est impératif de lutter contre le changement climatique», a commenté Stavros Dimas, commissaire européen en charge de l'environnement. «J'invite instamment le reste du monde développé à suivre notre exemple, à s'aligner sur nos réductions d'émissions et à accélérer la recherche d'un accord international sur les réductions des émissions au niveau mondial.»

Articles connexes



POLITIQUES ET DIRECTIVES

Projets de la Commission pour la lutte contre le changement climatique

24 Janvier 2008



POLITIQUES ET DIRECTIVES

La Commission propose un plan stratégique pour les technologies énergétiques

23 Novembre 2007



POLITIQUES ET DIRECTIVES

La Commission présente un plan pour promouvoir la recherche sur les technologies à haut rendement énergétique

26 Janvier 2007

Dernière mise à jour: 11 Janvier 2007

Permalink: <https://cordis.europa.eu/article/id/26932-commission-calls-for-new-industrial-revolution/fr>

European Union, 2025